KHALED BENTOUNÈS, GUIDE SPIRITUEL ET PRESIDENT DE L'ORDRE MONDIAL DE LA TARIQA ALAWIYA DÉCLARE AU SOIR D'ALGERIE :

«Il n'y a pas d'Islam politique, il y a l'Islam et il y a la politique»

Cheikh Bentounès était visiblement peiné par le cours des événements pris en Tunisie et en Egypte.

De notre bureau de Bruxelles
Aziouz Mokhtari

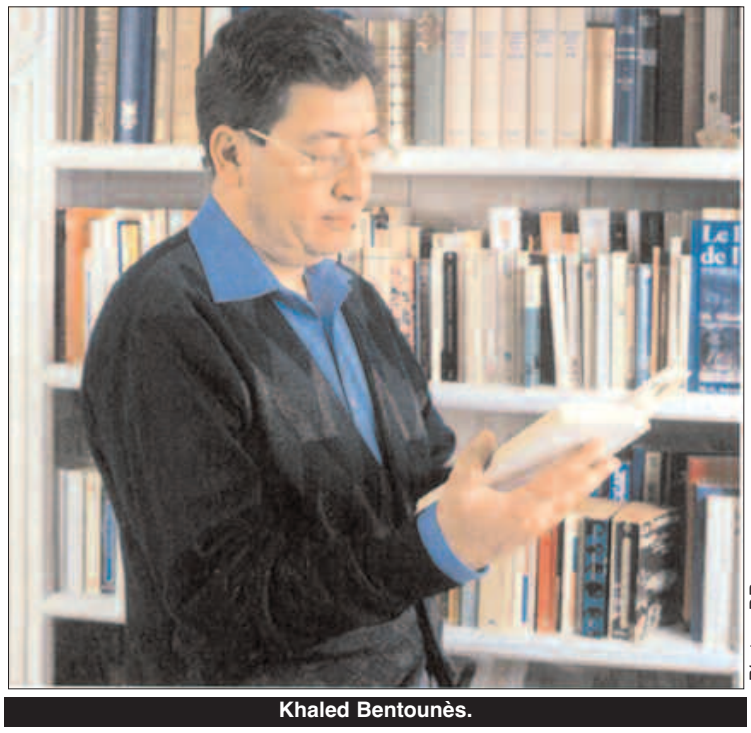
Rencontré lors de la célébration du premier festival du Mawlid ennabaoui, à Bruxelles (auditorium Jacques-Brel), le guide spirituel de la Tariqa alawiya, dont le centre de rayonnement est Mostaganem, a bien voulu commenter, pour nous, des faits majeurs qui se déroulent actuellement dans la région, près de chez nous, voire en nous.

Concernant l'Islam, la religion, Cheikh Bentounès ne laisse planer aucun doute sur sa conception de la religion, sa praxie de l'Islam, son entendement du message divin qui doit être spirituel et ne pas se mêler de politique au sens actuel où l'entendent les partis et/ou groupements islamistes, djihadites ou salafistes.

«Il n'y a pas, selon notre cultivé interlocuteur, d'Islam politique… Il y a l'Islam et il y a la politique.» Pas de mélange de genres, donc. Pour avoir fait de longs et fréquents séjours à Tombouctou, au Mali, le conservateur de la Tariqa alawiya ne comprend pas, ne peut pas comprendre qu'on puisse se réclamer du «salaf», la lignée mohammediène et pro-Mohammediène et saccager les mausolées, brûler les manuscrits, effacer la mémoire de la mémoire.

Ce fut-là, faut-il le relever, la grande œuvre des djihadistes au Mali, à Tombouctou ou ailleurs, alors que le salaf dans une vision humaniste et de progrès de l'Islam indique, exactement, le contraire.

Du moins devrait l'indiquer. Présentement, selon Cheikh Bentounès, aux musulmans de «prouver» le bien au lieu de simplement «en parler». Le bien est une posture, qui va, bien au-delà, une façon de vivre, d'être. Lors de son intervention à la clôture du festival marquant le Mawlid ennabaoui à Bruxelles, le conservateur du legs de Cheikh Alawi a mis l'accent sur plusieurs éléments de la spiritualité, de l'Islam. Cheikh Bentounès est, c'est certain, un représentant d'un Islam moderne, ouvert, spirituel, bien dans sa peau, n'ayant pas besoin d'emprunter au complot, aux méandres des coups bas de la politique et de la gouvernance à tout prix. Le slogan choisi par les organisateurs du Mawssim, l'association «Ensemble pour la paix et la fraternité» — Se rassembler sans se ressembler —, convenait parfaitement au Cheikh Bentounès qui l'a dit lors de son allocution à l'auditorium Jacques-Brel… Jalel Eddine Erroumi dit un jour : «La musique est le grincement des portes du Paradis.» Un homme objecte : «Je n'aime pas le son des portes qui grincent.» Erroumi répondit : «J'entends le son des portes qui s'ouvrent, toi tu entends celles qui se ferment.» Il en est ainsi de ce qui reste du printemps dit arabe.



Khaled Bentounès.

Photo : DR.

Les Egyptiens et les Tunisiens voulaient l'ouverture des portes, les fréros les ont fermées sur eux. Cheikh Bentounès a raison, mille fois raison, en proclamant à partir de Bruxelles : «Il n'y a pas d'Islam politique, il y a l'Islam et il y a la politique»…

A. M.

DÉVELOPPEMENT DE L'ESPRIT D'ENTREPRENARIAT

L'USTHB implique ses étudiants

Les étudiants du niveau master de l'Université des sciences et de la technologie, Houari-Boumediène, (USTHB) peuvent désormais prétendre à une formation en entreprenariat. Ce programme de partenariat entre l'USTHB, la Compagnie internationale de formation et de conseil (CIZAR CCC) et le National Algerian center (NAC) vise à former 30 000 étudiants d'ici 2017.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – L'Université Houari-Boumediène donne l'opportunité à ses étudiants d'associer à leur diplôme, les compétences de créateurs. L'USTHB ne se contente pas que ses étudiants aient une formation universitaire seulement.

L'établissement incite ses étudiants à développer l'esprit d'initiative en devenant des entrepreneurs. Pour promouvoir cette démarche de création d'entreprises et préparer ses étudiants à rentrer dans le monde de l'industrie, l'USTHB propose aux étudiants du niveau master, un programme de formation en entreprenariat.

Ce programme qui a démarré depuis juin 2012 et qui sera assuré par 20 consultants algériens et 35 étrangers s'étalera, expliquent ses initiateurs, jusqu'en 2017 où près de 30 000 étudiants seront formés. Cette formation permettra aux diplômés d'acquérir des compétences liées à la conduite du projet entrepreneurial.

Cizar Bachir Brahim, responsable de la Compagnie internationale de formation et de conseil (CIZAR CCC) explique que ce programme (l'entreprenariat par l'innovation et l'amélioration de la technologie) vise à bâtir le modèle d'entreprenariat en Algérie et promouvoir l'esprit d'entreprendre auprès des étudiants pour favoriser leur insertion professionnelle. Une démarche, dit-il, que « nous espérons généraliser sur l'ensemble des universités en Algérie».

M. Benzaghou, recteur de l'USTHB a expliqué à son tour que l'objectif d'une telle démarche est d'aider les étudiants à s'informer sur les méthodes et outils de création d'entreprises, en leur inculquant les connaissances et compétences nécessaires à la conduite de projet entrepreneurial.

Ce dernier a rappelé qu'un observatoire de l'insertion des diplômés a été mis en place, car «nous accusons un retard dans la connaissance du devenir des diplômés».

Le recteur de l'USTHB a souligné que plus de quarante conventions de partenariat ont été signées avec les entreprises publiques, privées, nationales ou internationales.

S. A.

Photo : DR.

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ PUBLIQUE L'A DÉCIDÉ

Sit-in, le 26 février, devant le Palais du gouvernement

La Fédération nationale du secteur de la santé publique, agissant sous l'égide du Snapap n'en démord apparement pas. Elle compte, en effet, tenir un rassemblement de protestation devant le Palais du gouvernement le 26 du mois courant.

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a décidé le Conseil national fédéral réuni avant-hier, au niveau de la Maison des syndicats à Alger. Une action de rue qui servira de prélude et de séance d'échauffement au retour à la protestation prévue pour la fin mars prochain.

Les syndicalistes de la fédération qui ont eu à faire le bilan de leur débrayage de trois jours, les 28, 29 et 30 janvier écoulé, lors de leur conclave de ce lundi, ont eu à prendre acte de la détérioration sans cesse du secteur de la santé et la dégradation des prestations en raison, selon eux, de la non-prise en charge des travailleurs et autres personnels du secteur, les comportements irresponsables et les abus dont se seraient rendus coupables des directeurs locaux et de wilayas dont notamment les directeurs des EPSP d'Adekar (BéjaÏa), celui de l'EPSP de Bir Kaced (Bordj Bou-Arréridj et celui de l'EPSP de Beni Houa (Chlef) qui feraient fi des lois et de leur irrespect pour les libertés syndicales et la législation régissant l'activité syndicale.

Aussi, les présents n'ont-ils pas regretté la marche-arrière de la tutelle quant à ses engagements pris lors de la réunion du 19 décembre dernier.

Une réunion à l'issue de laquelle les représentants du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière se sont engagés à prendre en charge la plate-forme de revendications soumise par la fédération. Celles-ci portent notamment sur la révision du statut particulier des corps communs et des travailleurs professionnels, des chauffeurs ; le régime indemnitaire et les primes propres aux corps communs et autres travailleurs professionnels ; l'intégration de tous les contractuels et de ceux activant dans le cadre du filet social dans leurs postes de travail ; la promulgation du statut particulier spécifique aux aides-soignants et enfin, la généralisation de la prime de risque et de contagion pour tous les travailleurs du secteur.

M. K.